**ARRETE PORTANT NOMINATION PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE POUR EFFECTUER UN STAGE DANS LE CADRE D’EMPLOIS DE …**

**De Monsieur *(ou Madame)* …**

 ***(Fonctionnaire à temps complet (ou non complet), non dispensé de stage, catégorie A)***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors-cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé de présence parentale des fonctionnaires territoriaux ;

***Le cas échéant, si agent à temps non complet :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions dans des emplois permanents à temps non complet ;*

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des … ;

Vu le décret n° … du …, portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois des …,

Vu le tableau des effectifs ;

***Ou***

*Vu la délibération en date du ... créant à compter du ... le nouvel emploi de ...,*

Vu la déclaration de création *(ou de vacance)* de poste enregistrée sous le numéro : …

Vu la situation administrative de Monsieur *(ou Madame)* … (*indiquer grade, échelon, IB, IM, éventuellement ancienneté conservée au…)*

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … est inscrit*(e)* sur la liste d'aptitude au grade de ... en date du …… établie par le centre de gestion de l’Oise au titre de la promotion interne.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur *(ou Madame)* …, né*(e)* le …, titulaire du grade de … est placé, conformément aux dispositions de l’article 2/12ème alinéa du décret n° 86-68 précité, en position de détachement pour stage sur le grade de … à temps complet *(ou non complet à raison de …/35ème)* pour une durée de … *(se reporter au décret portant statut particulier du cadre d’emplois considéré pour déterminer la durée du stage, exemple : 6 mois pour les attachés)*

Ce stage pourra être prolongé d’une durée maximale de … *(se reporter au décret, exemple : 2 mois pour les attachés)* conformément aux dispositions du statut particulier du cadre d’emplois.

**Article 2 :**

La période de détachement prendra effet à compter du … et sera égale à la durée du stage que Monsieur *(ou Madame)* … accomplira dans son nouveau cadre d’emplois avant de faire éventuellement l'objet d'une décision de titularisation,

**Article 3 :**

Pendant la durée de son détachement, Monsieur *(ou Madame)* … est classé*(e)* au … échelon et sera rémunéré*(e)* sur la base de l’IB ... IM ... *(le cas échéant)* avec un reliquat d’ancienneté de …

**Article 4 :**

L’intéressé*(e)* sera réintégré*(e)* dans son grade de …, s’il *(ou si elle)* n'est pas titularisé*(e)* à l'issue de son stage, et ne pourra être remplacé*(e)* dans son emploi d’origine de ... que s'il *(ou si elle)* est titularisé*(e)* dans son nouveau cadre d’emplois de ...,

**Article 5 :**

Pendant la durée de son détachement, Monsieur *(ou Madame)* … conservera son droit à l'avancement et à la retraite dans son cadre d’emplois d'origine,

**Article 6 :**

Au cours de cette même période, Monsieur *(ou Madame)* … restera affilié(e) à la CNRACL (*ou à l’IRCANTEC pour une durée hebdomadaire inférieure à 28 heures)* et devra effectuer les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement perçu durant le détachement.

**Article 7 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)* ...

**Article 8 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 9**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,